

Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier du 1^{er} juin me proposant de remplir un questionnaire sur vos préoccupations en matière de transport.

Vous ne serez pas surpris si je vous dis que je ne serai pas élue à la présidence du conseil régional, je ne serai donc pas « aux manettes » et je ne veux pas le faire croire, ni alimenter la machine à promesses, ce que s'appêtent à faire les politiciens de tous bords en lice pour des postes. A part quelques gestes pour l'affichage les engagements des dirigeants politiques seront vains car le réel pouvoir n'est pas dans les conseils régionaux, il est ailleurs, dans les conseils d'administration des grands groupes du transport, de la grande distribution ou de l'automobile.

Je vous résumerai cependant mon opinion sur le problème des transports.

Alors que les experts du climat n'ont cessé d'alerter sur les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, et de la pollution atmosphérique, la part du transport ferroviaire de marchandises dans l'Union européenne est passée de 1971 à aujourd'hui de 45% à 17%. Dans la même période, le transport par route est passé de 37 à 73%. En France, le fret ferroviaire, ouvert à la concurrence depuis 2003, a été divisé par deux et ne représente plus que 15% du secteur. Les axes routiers, dont l'entretien est laissé à la charge des collectivités, sont surchargés de poids lourds, empoisonnant l'existence des habitants des territoires traversés. Des milliers de kilomètres de voies ferrées sont frappées de vétusté faute d'entretien sur plusieurs décennies. Des gares sont fermées sur tout le territoire, malgré l'opposition des populations concernées.

Sous l'égide des gouvernements successifs et au nom de la rentabilité, la SNCF a réduit les offres de transport par rail et a investi elle-même dans le transport par camion. Les TER ont aussi fait les frais de l'absence d'investissement.

Le transport ferroviaire n'a pas besoin d'être rentable économiquement, pas plus que la santé ou l'éducation, il suffit qu'il soit utile à la population. Mais il est soumis à la loi du profit des grands groupes capitalistes, aux lois de la concurrence et non à l'intérêt général. C'est pourquoi il est absurde et aberrant. La rentabilité et la loi du profit sont à l'opposé.

Alors oui, l'organisation des transports que défendent les candidats de Lutte ouvrière vise à favoriser le transport ferroviaire des passagers et des marchandises. Le changement ne peut venir de dirigeants qui servent ce système. Un véritable changement n'interviendra que si la population inverse le rapport de force et impose que ses droits à la vie deviennent une priorité.

Cela dit, notre préoccupation essentielle dans cette élection, est de dénoncer les conséquences de la situation exceptionnelle que subit le monde du travail. La crise sanitaire a déjà fait plus de 100 000 victimes. Elle est venue s'ajouter à la crise économique et l'a aggravée. La manière dont est gérée l'épidémie est un révélateur de la faillite d'un système injuste et inégalitaire : le capitalisme. Et c'est le monde du travail, les chômeurs, les retraités avec des petites pensions qui en paient le prix.

Il n'est pas question pour nous de faire abstraction de cette situation.

Nous estimons donc que le Conseil Régional ne règlera aucun des problèmes essentiels qu'affrontent les travailleuses et les travailleurs. Des dizaines de milliers de travailleurs ont perdu leur emploi ou une partie de leurs revenus. La crise économique qui s'aggrave risque d'entraîner des faillites de petits commerçants, artisans ou paysans qui viendront gonfler la masse des chômeurs. Mais pour le grand patronat, cette épidémie a été une occasion de s'enrichir encore davantage : 52 milliards d'euros : c'est le montant total des dividendes que les plus grandes entreprises françaises vont verser à leurs actionnaires en 2021.

Lutte ouvrière se présente aux élections régionales pour affirmer que ce sont les travailleurs qui ont fait face à la crise sanitaire : les aides-soignantes, ASH, éboueurs, infirmières, ouvriers d'entretien, caissières, enseignants, postiers, ouvriers, techniciens ou ingénieurs. Ce sont les travailleurs qui produisent tout, qui font fonctionner tous les services ! Et ils seraient bien plus efficaces que les capitalistes et tous leurs serviteurs politiques pour diriger et réorganiser la société en fonction des besoins du plus grand nombre. Pour que l'économie et la société fonctionnent pour le bien de tous, il faut que les travailleuses et les travailleurs s'en mêlent, qu'ils contrôlent l'économie et dirigent la société.

Cette élection est pour notre courant l'occasion d'affirmer ces idées dans cette période critique pour l'immense majorité de la population.

Recevez nos salutations, Malena Adrada